

La faim dans le monde | PAR SERGUEI



Torture : l'irréaliste scénario de la bombe à retardement

Devoir torturer des terroristes afin de déjouer un attentat imminent est une fiction qui n'a jamais existé. Les sévices endurés ne font qu'encourager les actes barbares

PAR JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

Réagissant au rapport américain sur les méthodes d'interrogation utilisées par la CIA dans sa lutte contre le terrorisme, Marine Le Pen « ne condamne pas » l'usage de la torture. « Il peut y avoir des cas, permettez-moi de vous dire, quand une bombe – tic-tac tic-tac – doit exploser dans une heure ou deux et accessoirement peut faire 200 ou 300 victimes civiles, où il est utile de faire parler la personne. » (BFM-TV - RMC, mercredi 10 décembre).

Comprenant que cette sortie spontanée pouvait nuire à l'apparence de normalisation du Front national, elle a immédiatement démenti avoir défendu la torture. Chacun jugera de la clarté de sa déclaration, qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler la position de son père se justifiant d'avoir torturé en 1957 à Alger : « Nous avons torturé parce qu'il fallait le faire. Quand on vous amène quelqu'un qui vient de poser 20 bombes qui peuvent exploser d'un moment à l'autre et qu'il ne veut pas parler, il faut employer des moyens exceptionnels pour l'y contraindre. » (Combat, 9 novembre 1962.)

Cet argument familial est un scénario connu, dit « de la bombe à retardement ». Avant d'être popularisé par la série « 24 Heures chrono », il figurait déjà dans *Les Centurions*, de Jean Lartéguy (Presses de la Cité, 1960), un roman français sur la guerre d'Algérie qui a tellement inspiré l'armée américaine que le général Petraeus a personnellement encouragé sa réédition en janvier 2011. Dans l'une des scènes de son adaptation au cinéma (*Lost Command*, 1966), le lieutenant-colonel Raspeguy dément le chef des rebelles qui sait où se trouvent quinze bombes programmées pour exploser dans Alger dans les prochaines vingt-quatre heures. A l'écran, une horloge décompte le temps. Que ce soit dans l'Algérie française ou l'Amérique de Bush, le but de cette fiction est toujours le même : établir non seulement que la torture serait « acceptable », mais aussi qu'elle serait moralement « requise ».

DÉBAT ÉTHIQUE

Cette expérience de pensée est stimulante et permet aux philosophes de se distinguer dans le débat éthique sur l'usage de la torture : les déontologistes, pour qui une action est morale si elle est conforme à une règle universalisable, s'y opposent absolument et les conséquentialistes, pour qui une action est morale si elle produit de bonnes conséquences pour les personnes concernées, peuvent se laisser convaincre s'ils pensent que sacrifier une personne permettra effectivement d'en sauver des milliers. C'est

un débat complexe qui donne lieu à une abondante littérature.

Le problème est que la situation hypothétique sur laquelle il repose, le scénario de la bombe à retardement, est à la fois biaisée dans le sens conséquentialiste (par le coût extrême du refus de torturer, si la bombe est nucléaire par exemple) et surtout irréaliste. Les professionnels de l'antiterrorisme et du renseignement, les interrogateurs du FBI, de la CIA et même les scénaristes de « 24 Heures chrono » ont reconnu dans les années 2000 que c'est « une situation qui n'arrive jamais ». Le 9 décembre à Washington, la sénatrice Dianne Feinstein, présidente du comité du renseignement du Sénat américain, a confirmé en présentant le rapport que « le comité n'a jamais trouvé un seul exemple de ce scénario hypothétique ».

Dans la réalité, la menace est imprécise : on ne sait pas qu'une bombe « doit exploser dans une heure ou deux ». Les Américains savaient qu'une attaque d'Al-Qaida était probable, comme en témoigne un mémo de la CIA du 6 août 2001, mais ils ignoraient où et quand exactement.

ARGUMENT FALLACIEUX

N'ayant pas qu'« une heure ou deux », les interrogateurs peuvent utiliser d'autres méthodes, qui sont d'ailleurs plus efficaces. Si Marine Le Pen avait lu ne serait-ce que la première des vingt conclusions du rapport, elle aurait su que la torture utilisée par la CIA n'était « pas un moyen efficace d'obtenir des informations ou la coopération des détenus ». Elle n'a pas non plus contribué à trouver Ben Laden.

Pour conforter son image de réaliste au parler franc, elle caricature les opposants à la torture comme des idéalistes naïfs, qui vont « sur un plateau de télévision pour dire : "hou la la ! C'est mal" », des déontologistes ayant des principes inapplicables au monde réel. Il faut lui rappeler, à elle et à ceux sensibles à cet argument fallacieux, qu'il y a une raison réaliste et conséquentialiste de s'opposer à la torture : elle est contre-productive.

Non seulement elle n'est pas fiable – « La torture est le plus sûr moyen d'absoudre les scélérats robustes et de condamner les innocents débiles », disait déjà Beccaria en 1764 –, mais elle nuit considérablement à l'image du pays qui l'utilise. Lorsqu'elle est connue – comme à Abou Ghraïb et Guantanamo –, elle a l'effet pervers d'encourager les actes terroristes, en entretenant la haine de l'Amérique. Elle nuit également aux relations avec les alliés, qui peuvent être plus réticents à partager des informations et des détenus. Au final, cette politique rend l'Etat moins efficace pour lutter contre le terrorisme. ■

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est maître de conférences en relations internationales à Sciences Po Paris

Non, Vladimir Poutine n'est pas l'ennemi de l'Europe !

Droite et gauche communiennent dans la haine du dirigeant russe. La guerre froide est terminée, et la France ne doit pas se tromper d'adversaire

PAR MARC FERRO

Au vrai, est-ce le manque de discernement ou bien le ressentiment qui peuvent, en France, nous rendre aveugles à ce point ? Si l'on demande à nos médias, à nos experts, quel est notre ennemi principal, que répondent-ils ? « Celui qui tue nos soldats en Afrique ou celui qui attire nos jeunes dans les rangs du djihad. A moins que ce ne soit le même... – Nenni, répond l'écho, c'est Vladimir Poutine ! »

Est-ce son sourire, celui de la paix, que M. Hollande est allé chercher à Moscou. Ils s'en sont échangé un, certes : mais est-il destiné à être aussi éphémère qu'un baiser provisoire ? Car il est des griefs qu'on pourrait égrener. Et d'abord la façon dont la Crimée a été greffée sur la mère Russie, au reste à la satisfaction de la majorité de ses habitants, qui est russe.

Sans parler de la manière, encore moins catholique – armes à la main – dont une partie de l'est de l'Ukraine veut se détacher, avec, subrepticement, le soutien du Kremlin – ce qui d'ailleurs ne semble pas enthousiasmer le peuple russe en son ensemble. A tort ou à raison, voilà qui rappelle 1938, c'est-à-dire les Sudètes, Munich et la Tchécoslovaquie. Mais, dans un autre contexte, cela rappelle aussi l'invasion de la Finlande par Staline à la fin de 1939. C'est alors que la France, indignée, a regroupé des troupes de montagne pour les envoyer en urgence, par la Norvège, au secours de la petite Finlande. Mais, nous ont dit nos alliés, les Anglais : « Ce n'est pas avec l'URSS que nous sommes en guerre, c'est avec l'Allemagne nazie. » Or, nous a répété hier la chancelière Merkel, « ce n'est pas avec la Russie que nous sommes en conflit, mais avec les djihadistes de l'islamisme extrême ».

tes, Munich et la Tchécoslovaquie. Mais, dans un autre contexte, cela rappelle aussi l'invasion de la Finlande par Staline à la fin de 1939. C'est alors que la France, indignée, a regroupé des troupes de montagne pour les envoyer en urgence, par la Norvège, au secours de la petite Finlande. Mais, nous ont dit nos alliés, les Anglais : « Ce n'est pas avec l'URSS que nous sommes en guerre, c'est avec l'Allemagne nazie. » Or, nous a répété hier la chancelière Merkel, « ce n'est pas avec la Russie que nous sommes en conflit, mais avec les djihadistes de l'islamisme extrême ».

FLEURS DE RHÉTORIQUE

D'où peut donc venir cette méprise ? De fait, une partie des Français, la droite, demeure encore tétanisée par la grande peur que lui a causée la puissance de l'URSS et la montée du communisme. Quant à l'autre partie, la gauche, elle ne peut pas pardonner à la Russie d'avoir fait naufrager le grand espoir de socialisme. Sa raison d'être n'en demeurant pas moins vivante, cette faillite a contribué, en outre, à rendre inopérant son argumentaire. Et on n'a pas encore trouvé le moyen de le renouveler.

C'est dans le cadre de l'Union européenne (UE) que la France a participé aux sanctions contre la

Russie, escortée entre autres de ces six Etats de l'Est qui sont à la fête d'être enfin aux côtés d'une Europe au service de leur sécurité. Car, pendant longtemps, la France et ses voisins n'avaient trouvé pour les soutenir que des fleurs de rhétorique. « Nous ne devons rien à l'Europe, me disait Bronislav Geremek, devenu ministre des affaires étrangères de Pologne après la chute du mur de Berlin. Voilà pourquoi, plutôt que de subir un examen pour y entrer, nous passons par l'OTAN, car c'est elle qui saura assurer la garde à nos frontières. » Cette garde est assurée au-delà, puisqu'elle s'est étendue à un souci très remarqué pour les affaires de Géorgie, d'Ukraine, voire des pays baltes.

En France, on s'est indigné que M. Poutine juge scandaleuse cette sollicitude aux portes de la Russie. En réponse, pour affaiblir cette UE, ingrate au moins en France, au regard de l'effort de guerre de son pays, M. Poutine renforce les ennemis de l'intérieur de cette UE en aidant financièrement les partis populistes européens. Mais ce n'est pas être son ennemi. Quant à cette UE si vive à sanctionner Moscou, on s'interroge sur l'aide qu'elle apporte à la France là où elle la protège avec son sang et son argent. ■

Marc Ferro, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales

Le réflexe info.

